



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007 CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 07/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TRIADIS Services**

ZAC Sudessor  
49 avenue des Grenots  
91150 Étampes

Références : UD34/H2/2024-035  
Code AIOT : 0006600922

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIADIS Services
- Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers

- Code AIOT : 0006600922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADIS Services exploite un centre de transit, de tri, de regroupement et de traitement de déchets dangereux dans la limite de 365 tonnes présentes sur site (~6300 tonnes réceptionnées en 2023) et emploie 26 personnes. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'Environnement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
6	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
9	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	1 mois
10	Déclaration des résultats PFAS dans	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	GIDAF			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	Sans objet
5	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	Sans objet
7	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks est majoré par les difficultés informatiques rencontrées entre le logiciel de suivi interne et l'application Trackdéchets. L'exploitant doit trouver un moyen d'obtenir un état des stocks plus réaliste sans atteindre les inventaires réalisés en fin de mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p>

<p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site TRIADIS à Villeneuve les Béziers est soumis à autorisation pour la rubrique 2718 "Transit,regroupement ou tri de déchet dangereux " pour un tonnage maximum, à un instant t, de 365 tonnes.</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel ERP en lien direct avec Trackdéchets pour la gestion de ses stocks. L'exploitant a transmis une extraction qui comprend les quantités stockées pour chaque produit et la zone de stockage. L'exploitant précise que la base de données est également accessible depuis l'ordinateur ou le téléphone professionnel des cadres, même hors du site. Grâce aux informations contenues dans la fiche d'acceptation des déchets, la zone de chaque déchet entrant sur le site est prédéfinie selon ses caractéristiques et sa dangerosité.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant indique que le lien avec Trackdéchet le contraint à un état des stocks majoré par l'impossibilité de regrouper plus de 250 déchets dans un lot au sein d'un bordereau de suivi de déchet dangereux. Le logiciel ERP mis en œuvre édite un état des stocks qui ne tient pas compte des déchets expédiés dans le mois courant. L'exploitant réalise à chaque fin de mois des inventaires physiques pour recalculer l'état des stocks.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inventaire des matières dangereuses doit être mis à jour quotidiennement et complété plus clairement des différentes familles de mention de dangers.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées – format synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au-delà de l'état des stocks exhaustif décrit dans la fiche n°1 du présent rapport, l'exploitant ne dispose pas d'informations vulgarisées et sectorisées telles que demandées dans cet article. Aucun glossaire n'est disponible pour vulgariser les acronymes utilisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer d'un état des matières stockées sous forme synthétique et vulgarisé (par exemple quantités renseignées par classe de dangers : danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi présenté dans la fiche n°1 est applicable à l'ensemble des déchets transitant sur ce site de tri transit regroupement.</p> <p>Le logiciel ERP mis en œuvre édite un état des stocks qui ne tient pas compte des déchets expédiés dans le mois courant. L'inventaire physique permet de recalculer mensuellement l'état des stocks.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit trouver un moyen d'obtenir un état des stocks plus réaliste sans atteindre les inventaires réalisés en fin de mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées - Mise à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées – réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de réservoir de liquides inflammables relevant d'un régime de classement de la nomenclature des ICPE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Champ d'application des AM LISeuil 1000T de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  Le site TRIADIS à Villeneuve-les-Béziers est soumis à autorisation pour une activité de transit de déchets dangereux.

<p>Au regard de son activité, il ne dispose logiquement d'aucune autorisation pour des rubriques dites "liquides inflammables" (4330, 4331, 1436...).</p> <p>En revanche, parmi les déchets transitant sur son site, certains sont classés HP3 en raison de leur caractère inflammable. En tout état de cause, le tonnage maximum autorisé sur le site pour la rubrique 2718 étant de 365 tonnes, il est physiquement impossible que le site puisse disposer d'un tonnage de produits dits "liquides inflammables " supérieur à 1000 tonnes.</p> <p>Le site de TRIADIS n'est donc pas concerné par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/092020**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Champ d'application AM 24/09/20Seuil 100T de LI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site TRIADIS à Villeneuve-les-Béziers est soumis à autorisation pour une activité de transit de déchets dangereux.</p> <p>Au regard de son activité, il ne dispose logiquement d'aucune autorisation pour des rubriques dites "liquides inflammables" (4330, 4331, 1436...).</p> <p>En revanche, parmi les déchets transitant sur son site, certains sont classés HP3 en raison de leur caractère inflammable. L'état des stocks transmis ne permet pas de déterminer les quantités en stock sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter son état des stocks pour faire apparaître le total des liquides inflammables stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Fiche de données de sécurité**



<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des produits utilisés et des données de leur Fiches de Données de Sécurité (FDS). Environ 30 FDS sont référencées dans ce fichier.</p> <p>Le contrôle par sondage de la FDS de l'émulseur "ECOPOL" utilisé par la défense contre l'incendie (DCI) montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-qu'elle est en français, accessible en version informatique à jour, version et numéro des pages indiquées (8 pages, mise à jour du 2 novembre 2023) ;</li> <li>-sous le format de l'annexe II de REACH (16 rubriques) : il a notamment été vérifié sur la FDS à la rubrique 2.2 que les éléments d'étiquetage sont corrects, en cohérence avec la classification de la substance ou du mélange indiquée à la rubrique 2.1.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<b>Constats :</b> <p>La cuve contenant l'émulseur dans le local de Défense Contre l'Incendie est pourvue d'une étiquette identifiant le produit. Cependant le pictogramme de danger, les mentions</p>

d'avertissement, de danger et les conseils de prudence ne sont pas mentionnés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit apposer une étiquette sur la cuve de stockage de l'émulseur rappelant les pictogramme de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Equipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>
Il a été constaté la présence de 2 compresseurs dont les capacités sont de 150 et 80 litres avec une pression de service de 11 bar. Ces équipements sous pression sont soumis à inspection et requalification périodiques. L'exploitant ne dispose pas de la liste à jour de ces équipements avec les informations attendues.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit créer et suivre la liste des équipements sous pression présents sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la première campagne de prélèvement a été réalisé.</p> <p>Sur site il est constaté la présence de 2 cuves de traitement des effluents par charbon actif avant rejet au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant indique que ces cuves ont été mis en œuvre provisoirement et par anticipation d'éventuelles concentrations trop élevées dans les rejets, sans information préalable du Préfet.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés simultanément en amont et en aval du traitement.</p> <p>GIDAF est renseigné uniquement avec les analyses en aval du traitement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit faire une demande de modification de ses installations en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement pour régulariser la mise en œuvre des installations de traitement des effluents.</p> <p>A défaut, les résultats saisis dans GIDAF doivent correspondre aux analyses des effluents prélevés avant le traitement par la nouvelle unité de traitement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>